



Aide au retour: un changement de perspective

Aide au retour concrète

Afghanistan, Sar e pol

Monsieur A. a décidé, à la fin février 2016 de retourner en Afghanistan. Il a contacté le bureau du Conseil en vue du retour cantonal, qui l'a soutenu lors de l'élaboration de son projet professionnel. Le Secrétariat d'Etat aux Migrations (SEM) lui a approuvé une aide au retour sous forme d'un projet agricole.



Le plan originalement élaboré en Suisse, à savoir l'achat d'un tracteur de seconde main afin de cultiver son propre terrain et ceux des villageois, n'a pas pu être mis en place par M. A. En effet, le prix des tracteurs s'est révélé trop élevé.

Ainsi, M. A. a finalement décidé d'investir le montant de l'aide à la réintégration accordé par le SEM dans l'achat de moutons. Comme il bénéficiait déjà d'expérience en tant

que berger et éleveur, ayant aidé ses parents dans cette activité par le passé, M. A. a pu démarrer cette activité immédiatement. Ainsi, quatre semaines après son retour, M. A. a pu acheter, grâce à l'argent consenti par le SEM, 35 moutons, destinés à la production de lait et de viande. Il pouvait ainsi reprendre l'activité familiale. M. A. est conscient des conditions de marché et de la concurrence dans ce domaine, et son objectif est de faire valoir son avantage compétitif en proposant des produits d'élevage sains et de haute qualité (notamment les produits laitiers), à des prix raisonnables. En parallèle, M.A. collabore régulièrement avec un vétérinaire, afin d'assurer une vaccination et une santé optimale à ses animaux, et éviter les maladies.

Dans de nombreux pays d'Europe, le concept de l'aide au retour s'est imposé et a fait ses preuves en tant que solution humanitaire en même temps qu'avantageuse. Le but de l'aide au retour est de combiner les intérêts justifiés des migrantes et migrants avec les intérêts de la Suisse et des pays d'origine. L'aide au retour contribue à un retour durable et couronné de succès. Elle est fixée de façon à exclure les effets d'attraction non souhaités vers la Suisse.

SEM/OIM, juillet 2016

